

CÔTE D'IVOIRE / FINANCEMENT DU PND 2026-2030

Ce qui a séduit bailleurs et investisseurs internationaux



FILIÈRE COTON

**Deux projets structurants
lancés pour moderniser
durablement le secteur**



AUDIENCES AU MINADERPV

Dirigeants de Filières sucrière et mangue, un Ministre Indien..., reçus par le Ministre Bruno Koné

La semaine derrière, le Ministre Koné Bruno a accordé des audiences à plusieurs dirigeants de structures et de filières agricoles dans le cadre du renforcement des liens de coopération avec son département ministériel.

Dans la série des audiences en marge des Assises du Plan National de Développement (PND) 2026-2030, le Ministre Bruno Nabagné Koné a échangé, jeudi 9 juillet 2026, avec une délégation de la Confédération de l'Indienne, conduite par M. Mude Sevala Naik, Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République de l'Inde.

Composée d'une vingtaine d'entreprises actives dans l'automobile, l'énergie solaire, l'agriculture et les technologies innovantes, la délégation a présenté au Ministre son expertise en mécanisation agricole, transformation des produits, irrigation et solutions technologiques au service du monde rural. Elle a par la suite annoncé son ambition d'installer une usine de construction de tracteurs en Côte d'Ivoire. Une intention bien accueillie par le Ministre Bruno Nabagné KONÉ, qui a affirmé



mettre tout en œuvre pour faciliter l'implantation de cette unité industrielle, appelée à booster la mécanisation agricole en Côte d'Ivoire et au-delà.

Vendredi 10 juillet 2026, c'est à M. Olivier Parent, Président-Directeur Général du Groupe SOMDIA, accompagné de sa délégation, que le Ministre Bruno Koné a accordé une audience. Cette rencontre a été l'occasion pour le PDG du Groupe SOMDIA de présenter les ambitions du Groupe qui, à travers sa filiale SUCAF-CI, entend poursuivre

son développement à travers un nouveau contrat-plan. Celui-ci prévoit un investissement de 100 milliards de FCFA sur cinq ans, destiné à accroître la production sucrière nationale, à consolider la filière alcool et à impulser un projet structurant dans la filière maïs. En réponse, le Ministre Bruno Koné a salué cette dynamique d'investissement et réaffirmé la disponibilité de son département à accompagner SOMDIA/SUCAF-CI dans la concrétisation de ce contrat-plan, gage de croissance pour une fi-

lière sucrière stratégique pour l'économie ivoirienne.

Le même vendredi 10 juillet, M. Pascal Nemelessini-Silué, Président du Conseil d'Administration de l'Inter-Mangue, a été reçu, à son tour, par le Ministre Bruno Koné. La préservation de la filière et l'accès aux marchés internationaux étaient au menu de cette audience. Face à la menace persistante de la mouche des fruits, le Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pro-

ductions Vivrières a bien voulu échanger avec les acteurs de la filière mange. « Je tiens à saluer l'engagement du Ministre à accompagner les acteurs, à travers la mise à disposition d'intrants de traitement et la mise en place d'un programme durable de suivi des vergers », a affirmé M. Pascal Nemelessini-Silué.

Toujours à l'écoute des opérateurs économiques, Bruno Koné s'est entretenu, mardi 7 juillet 2026, avec une délégation du Groupe U.O.C (ex-SIPEF-CI), conduite par son Directeur Général Adjoint, M. Bouali Moussa. Les échanges entre le Ministre et la délégation du Groupe U.O.C (ex-SIPEF-CI) ont porté sur les enjeux de la filière palmier à huile, notamment l'amélioration de la productivité, les défis rencontrés par les producteurs et les préoccupations des opérateurs de la première et de la deuxième transformation. À l'issue de la rencontre, M. Bouali Moussa a salué l'écoute du Ministre Bruno Nabagné KONÉ, qui s'est engagé à examiner ces préoccupations avec ses collaborateurs, afin d'apporter des réponses adaptées.

Sandrine KOUADJO



SOCIÉTÉ EDITRICE:
MOAHE COMMUNICATION
Tel.: +225 27 22 23 87 66
Cel.: +225 05 06 91 97 36
+225 07 07 87 98 43

moahcommunication@gmail.com

SIÈGE SOCIAL:
Abidjan Cocody Angré 7è Tranche
ilôt M 1001 logements

GÉRANT & DIRECTEUR
DE PUBLICATION :
Charles Lambert TRA BI
+225 07 07 87 98 43

RÉDACTEUR EN CHEF :
André SELFOUR
+225 05 45 05 05 01

SERVICE COMMERCIAL :
+225 01 52 83 72 72
01 01 04 50 00

INFOGRAPHISTE :
Consty HENNEKA

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR
DE LA RÉPUBLIQUE :
N° 013 du 10 avril 2026

DÉPÔT LÉGAL : En cours de constitution

TIRAGE : 5.000 exemplaires

IMPRESSION : SNPECI

DISTRIBUTION : EDIPRESSE

FILIÈRE COTON

L'ANADER accompagne Bruno Koné dans la modernisation du secteur

Kakologo, village de la localité de Napié, nord du pays, a vibré au rythme de la double cérémonie de remise officielle de dons et de pose de la première pierre de l'unité de délintage des graines de coton. C'était dimanche 5 juillet 2026, rapporte anader.ci. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du Projet de Résilience des Systèmes Cotonniers du Nord de la Côte d'Ivoire (RESCO).

D'un coût global de 44 milliards de FCFA sur 5 ans (dont 15 milliards injectés directement par la filière coton), le projet RESCO est financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et mis en œuvre par l'Organisation Interprofessionnelle de la Filière Coton (INTERCOTON). Reconnue comme une structure incontournable dans l'appui-conseil agricole et l'encadrement de proximité des producteurs, l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) a marqué cet événement par sa présence



sence stratégique. Représentant le Directeur Général, Monsieur Soro Dédianhon Raoul, Directeur Régional Nord de l'ANADER, a conduit une délégation composée de cadres du siège et de la Direction Régionale Nord. Lors de son allocution, le Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières, Bruno Nabagné Koné, a salué l'engagement

des structures sous tutelle, citant l'ANADER et le CNRA pour l'accompagnement quotidien des acteurs du monde rural. Pour matérialiser la dynamique du projet, d'importants dons du Ministère de l'Agriculture, dont 8 véhicules 4x4, 2 camions bennes et un car de 24 places, ont été symboliquement remis par Monsieur N'guesan Rodrigue, Directeur Général

du Développement Rural. A la suite de la remise de ces équipements, le Ministre Bruno Koné a procédé à la pose de la première pierre de l'unité de délintage des graines de coton de la région. Cette unité in-

dustrielle permettra d'améliorer considérablement la qualité des semences et de booster la productivité des parcelles cotonnières. Faut-il le noter, la cérémonie a été rythmée par plusieurs interventions. Ainsi, Monsieur Silué Jean Baptiste, Directeur Exécutif et Monsieur Soro Moussa, Président du Conseil d'Administration d'INTERCOTON, ont exprimé la gratitude des acteurs du secteur et présenté les ambitions techniques de l'unité de délintage. Bruno Koné a, quant à lui, prononcé le discours de clôture de l'activité tout en fixant le cap d'une industrie cotonnière modernisée, résiliente face aux changements climatiques, et créatrice de valeur pour les braves paysans. À travers le succès de cette journée à Katogo, l'ANADER traduit, une fois de plus, qu'elle demeure un maillon nécessaire pour traduire en actes sur le terrain les grandes ambitions agricoles du gouvernement ivoirien.

Aristide KOFFI

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

La Côte d'Ivoire s'engage vers une transformation numérique de son agriculture

L'Institut Africain pour le Développement Économique et Social (INADES-Formation), en partenariat avec Agriculteurs Français et Développement International (AFDI) et Afrique Verte International (AVI), a initié une concertation nationale sur la transformation numérique agricole en Côte d'Ivoire. Celle-ci s'est ouverte le mercredi 8 juillet 2026 à Abidjan-Cocody autour du thème : « Accélérer la transformation numérique agricole en Côte d'Ivoire : quelles stratégies, quelles solutions ? », a rapporté Abidjan.net. L'objectif de cette initiative est d'identifier les principaux défis, les opportunités et les leviers d'action susceptibles d'accélérer la digitalisation du secteur agricole, tout en formulant des recommandations pour une transformation numérique plus inclusive, accessible et efficace. Elle constitue également un cadre d'échanges permettant de partager les expériences, de valoriser les initiatives existantes et de réfléchir collectivement à des solu-



tions adaptées aux réalités du monde rural. Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du projet digitOP, a réuni les principaux acteurs de l'écosystème agricole et numérique, notamment les organisations paysannes, les entreprises et start-up du numérique, les institutions publiques, les structures de recherche et de formation, ainsi que les partenaires au développement. Elle marque l'aboutissement du projet digitOP, mis en œuvre en Côte d'Ivoire et en Guinée entre 2023 et 2026 avec l'appui de l'Agence française de développement.

Ce projet a favorisé la sensibilisa-

tion de nombreuses organisations paysannes, la formation d'animateurs et le développement de SI-MAgri, un système d'information sur les marchés destiné à fournir des données utiles aux producteurs et aux acteurs du numérique afin d'améliorer leurs activités quotidiennes. Grâce à cette concertation, les initiateurs ambitionnent de poser les bases d'une feuille de route concertée visant à accélérer la transformation numérique du secteur agricole, à travers des solutions innovantes, inclusives et adaptées aux besoins des producteurs.

Amy SANGARE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Lancement de la mission d'évaluation du Projet de Pôles Agro-industriels du Nord-Est (2PAI-NE)

Le Directeur Général de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGPSP), M. Dibi Kokora Alexandre, a présidé, vendredi 10 juillet 2026 à Abidjan, la réunion de lancement de la mission d'évaluation du Projet de Pôles Agro-industriels du Nord-Est (2PAI-NE). Cette rencontre a réuni une délégation de la Banque africaine de développement (BAD), des représentants des structures publiques et privées impliquées dans le projet, afin de passer en revue les diligences nécessaires au bon déroulement de la mission et d'accélérer la mise en œuvre du 2PAI-NE, conformément à la vision du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières, M. Bruno Koné. Financé par l'État de Côte d'Ivoire avec l'appui de la BAD et du FIDA, le 2PAI-NE est un projet structurant qui vise à moderniser l'agriculture, développer les chaînes de valeur agricoles et renforcer la sécurité alimentaire.

Le 2PAI-NE, qui couvre les régions du Gontougo et du Boukani, est le 3ème agropôle en cours d'opérationnalisation, après ceux du Bélier et du Nord.

La mission sera marquée, outre les séances de travail, par des visites de terrain à Bondoukou et à Bouna afin d'évaluer les sites retenus pour la mise en œuvre de ce programme structurant. A travers ce projet, le GouvCI entend favoriser des investissements public et privé massifs, capables de créer davantage de valeur ajoutée, d'emplois et d'opportunités au profit des producteurs et des populations du Nord-Est de la Côte d'Ivoire.

Source : MINADERPV



Ce qui a séduit bailleurs et investisseurs internationaux

Les Assises du Groupe consultatif pour le financement du Plan national ivoirien de développement (PND) 2026-2030, tenues les 8 et 9 juillet 2026, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, a mobilisé des engagements financiers d'un montant global 47 820 milliards de FCFA.

Pour son Plan national de développement à l'horizon 2030, la Côte d'Ivoire a bénéficié d'un fort soutien et de la confiance des bailleurs de fonds et des investisseurs internationaux. Le pays a mobilisé des engagements financiers d'un montant global 47 820 milliards de FCFA. Un plébiscite des bailleurs qui confirme la trajectoire de croissance de la Côte d'Ivoire. De fait, Abidjan a obtenu des investissements publics internationaux quatre fois plus élevés que prévu pour financer son Plan national de développement (PND) d'ici à 2030. Cette annonce a été faite, à la presse, jeudi 9 juillet 2026, par M. Souleymane Diarrassouba, le Ministre ivoirien du Plan. C'est une annonce qui confirme l'attractivité économique du pays, avec une des croissances les plus robustes de la région – 6,5 % de moyenne ces dernières années. La Côte d'Ivoire recherchait un financement public estimé à environ 11 486 milliards de F Cfa. Finalement, « les partenaires au développement se sont engagés à accompagner la Côte d'Ivoire pour près de 46 mille milliards de F CFA, donc quatre fois le montant que nous sollicitons », a fait savoir le Ministre Souleymane Diarrassouba, en marge de l'événement des assises d'Abidjan. Un événement qui a réuni dans la capitale économique ivoirienne, les 8 et 9 juillet 2026, des membres du gouvernement et des centaines



d'investisseurs publics et privés. Il s'agit notamment de bailleurs de fonds internationaux comme la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD) et l'Union européenne. « Cela montre que tous nos indicateurs sont quasiment au vert », a-t-il dit, rappelant attendre « plus de 70 % » des financements du secteur privé, soit plus de 84 mille milliards de F CFA. Le Plan national de développement (PND) ivoirien comprend notamment des mesures sécuritaires, la modernisation de l'agriculture (20 % du PIB), la création et l'accompagnement d'importantes entreprises pour en faire des champions nationaux, ainsi que des infrastructures routières, dont un TGV. Le financement total du PND est estimé à plus de 120 mille milliards de F CFA, auxquels l'État ivoirien contribue également. La Côte d'Ivoire avait déjà montré son attractivité, en février dernier, lors d'une levée de fonds de plus de 746 milliards de F CFA sur les marchés internationaux, à un taux d'intérêt particulièrement favorable pour un pays émergent. En fin juin 2026, le FMI avait annoncé pouvoir

décroiser près de 19 milliards de F CFA, en faveur de la Côte d'Ivoire, dans le cadre de plusieurs programmes d'aide. Il avait salué une économie « résiliente », s'attendant toutefois à un ralentissement de la croissance à 6 % en 2026 contre 6,5 % en 2025, et à une augmentation de l'inflation qui devrait s'établir à environ 3,3 % cette année.

Opportunités agricoles de la Côte d'Ivoire

Lors des assises du Groupe consultatif pour le financement du Plan national de développement (PND) 2026-2030, le Ministre ivoirien de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières, Bruno Nabagné Koné, a exposé sur la place stratégique de l'agriculture dans la trajectoire économique de la Côte d'Ivoire. Mercredi 8 juillet 2026, en présence du Vice-Président de la République, Tiemoko Meyliet Koné, de plusieurs de ses collègues et de nombreux bailleurs de fonds et partenaires techniques et financiers, le Mi-

nistre Bruno Koné a présenté les performances, les défis et les perspectives des secteurs de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques, des eaux et forêts, ainsi que de l'environnement. Avec une contribution de 17 % au Produit intérieur brut, près de 50 % des recettes d'exportation et une production annuelle estimée à 37 millions de tonnes, l'agriculture ivoirienne conforte la position de la Côte d'Ivoire parmi les grandes puissances agricoles mondiales. Toutefois, si la transformation du cacao progresse significativement avec près de la moitié de la production étant désormais transformée localement, des efforts restent nécessaires pour le café, la noix de cajou et surtout les cultures vivrières, a plaidé le Ministre Bruno Koné. À cet égard, le manioc et l'attiéké ivoirien, devenus des produits à forte demande internationale, illustrent le potentiel inexploité des productions locales, selon le Ministre. Le défi est aussi important pour le maïs, les produits maraîchers et d'autres spéculations essentielles à la sécurité alimentaire nationale. En outre,

Bruno Koné a évoqué les ressources animales et halieutiques en indiquant les avancées réalisées dans la couverture des besoins nationaux en viande de volaille et les efforts encore nécessaires dans la filière bovine. Il a souligné l'importance de la production laitière pour l'émergence d'une véritable industrie agroalimentaire nationale. Face aux mutations climatiques, le Ministre Bruno Koné a identifié plusieurs défis majeurs à savoir : l'irrégularité des pluies, la mécanisation insuffisante, les pertes post-récolte et l'accès au financement. Via le PND 2026-2030, la Côte d'Ivoire ambitionne d'atteindre l'autosuffisance en riz, de renforcer sa souveraineté alimentaire et d'accroître la transformation locale. Pour préparer « l'agriculture de demain », le Ministre Bruno Koné plaide pour une modernisation profonde des outils de production, une meilleure maîtrise de l'eau grâce à l'irrigation, et des mécanismes facilitant l'accès des jeunes agriculteurs au financement.

Par André SELFLOUR

Pour joindre *Agro Pastoral News*
appelez aux numéros suivants:

(+ 225) 27 22 23 87 66 - (+ 225) 07 07 87 98 43
(+ 225) 05 06 91 97 36 - (+ 225) 01 52 83 72 72

Agro
Pastoral **NEWS**

POUR RELANCER LE CAFÉ IVOIRIEN

Une formation de dégustateurs professionnels s'ouvre lundi 13 juillet

En collaboration avec le Conseil café-cacao (Régulateur), le Centre International du Commerce (ITC) et l'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM), le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) a lancé, vendredi 10 juillet 2026, la formation d'une vingtaine de dégustateurs professionnels de café Robusta.

Cette cérémonie de lancement a eu pour cadre le siège du CNRA sis à Abidjan-Cocody, en présence de plusieurs acteurs nationaux et internationaux du Café dont l'Ambassadeur Aly Touré, Représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès des organisations internationales des produits de base. Lancée officiellement vendredi 10 juillet dernier, cette formation de dégustateurs professionnels de café Robusta débute effectivement lundi 13 juillet 2026 à Bingerville. Le but est de consolider les capacités des dégustateurs professionnels afin d'accélérer la

valorisation du café ivoirien sur les marchés internationaux. « Cette formation est un acte de justice économique pour nos bras producteurs. En maîtrisant l'évaluation sensorielle, le CNRA et le Conseil du café-cacao apporteront un appui technique de précision sur le terrain. Nous saurons exactement quelle variété promouvoir, quelle technique post-récolte corriger pour que le travail de nos parents planteurs soit rémunéré à sa juste valeur », a fait savoir Coulibaly Ali, le représentant du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Production Vivrières. Il a estimé qu'évaluer le café selon les standards internationaux de l'Institut de la qualité du café n'est plus un luxe, mais, une exigence du marché mondial. Par ailleurs, en sa qualité de Directeur des cultures pérennes et d'exportation au Ministère de l'Agriculture, le représentant du Ministre Bruno Koné a réaffirmé l'ambition du MINADERPV de faire de la qualité le levier principal de la compétitivité du secteur privé agricole en Côte d'Ivoire. Pour sa part, Dr N'Goran Koffi, Directeur général adjoint du Conseil Café-Cacao a affirmé que



l'ambition du régulateur, à travers ce partenariat avec ITC, est de construire une filière avec plus de valeur ajoutée au bénéfice des acteurs. « Ensemble nous posons les bases d'une génération de dégustateurs professionnels ivoiriens capables de parler le même langage sensoriel que tous les acteurs internationaux », a ajouté Dr N'Goran Koffi. De son côté, M. Abdourahamane Sangaré, Directeur général du Centre national de Recherche Agronomique (CNRA), a soutenu que cette formation des dégustateurs professionnels va aider la filière café en Côte d'Ivoire. M. Anselme Gouton, Président de l'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM), s'est réjoui de l'initia-

tive conjointe de formation des dégustateurs, affirmant qu'elle permettra d'améliorer les compétences internes en matière de contrôle de la qualité. « Il est important pour nous, pays producteurs, de porter nos ambitions au plan mondial. Le café africain est reconnu mondialement pour sa qualité, notamment pour son exceptionnelle complexité aromatique. L'émergence d'un café robusta fin qui allie douceur et rondeur appelle à l'urgence d'un positionnement plus spécifique sur le marché », a souhaité M. Gouton. Prenant la parole, Dr Denis Seudieu, Expert international en café, a estimé que la dégustation est importante. « Un vendeur qui n'est pas capable d'évaluer correctement la qualité

de son café ne peut pas non plus estimer le prix par rapport au prix de vente de la concurrence. Sans dégustation il est impossible de savoir si le prix demandé est trop élevé ou trop bas », a-t-il dit. Dr Seudieu s'exprimait, en effet, au nom de l'ambassadeur Aly Touré, le représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès des organisations internationales des produits de base. A noter que cette formation d'une vingtaine de dégustateurs professionnels de café Robusta, qui débute lundi 13 juillet 2026, durera six bons jours et permettra ainsi de renforcer les capacités de 20 dégustateurs professionnels en évaluation sensorielle du café.

Audrey BAN MAKADO

MISE EN ŒUVRE DU PROJET « ROXGOLD SANGO »

L'ANADER fait de l'agriculture un levier d'autonomisation des femmes

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Roxgold Sango », le staff de la Zone ANADER du département de Séguéla était, le 06 juillet 2026, dans le village de Drissasso, pour accompagner un groupe de femmes dans le développement d'activités agricoles génératrices de revenus.

C'est un programme d'accompagnement destiné aux populations affectées par les activités minières. Mis en œuvre par la société minière « Roxgold Sango », en partenariat avec l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), ce projet est à sa deuxième année d'exécution. En complément des indemnités accordées aux bénéficiaires, ce projet vise à offrir aux bénéficiaires des moyens durables de subsistance à travers le renforcement de leurs capacités techniques, organisationnelles et entrepre-

neuriales. Les équipes techniques de l'ANADER de la Zone de Séguéla ont procédé à la mise en place d'un hectare de manioc, tout en assurant la formation des bénéficiaires sur les techniques de plantation et d'entretien de la culture. Ce sont plus de 100 femmes qui ont été formées aux bonnes pratiques culturales du manioc, témoignant de leur forte mobilisation et de leur engagement dans la réussite du projet. Afin de faciliter la conduite des activités, un important lot de matériel agricole a été remis aux bénéficiaires, comprenant notamment des dabs, des machettes ainsi que des boutures et autres intrants nécessaires à l'installation de la parcelle. En plus de l'appui technique à la production, l'ANADER met un accent particulier sur le renforcement des capacités organisationnelles des groupements. Ainsi, une formation sur la vie associative et coopérative a été dispensée aux bénéficiaires. Cette activité a permis la mise en place d'un comité ad hoc, dont



les membres ont été formés afin d'assurer une gestion efficace et durable des actions entreprises. Les prochaines étapes du projet prévoient la création d'un hectare supplémentaire de maïs et d'un hectare de soja dans la localité, avec la poursuite de l'encadrement technique et organisationnel des bénéficiaires par les équipes de l'ANADER. Les résultats enregistrés à ce stade traduisent déjà une appropriation remarquable du projet par les po-

pulations. La forte participation des femmes aux différentes sessions de formation ainsi que la mise en place des organes de gestion constituent des indicateurs encourageants de la pérennisation des activités engagées. Ledit projet couvre les localités de Tiéma, Kouego, Bangana et Drissasso, dans les sous-préfectures de Worofla et de Séguéla, et vise le renforcement des capacités techniques des producteurs d'anacarde, des éleveurs d'ovins

et d'aulacodes, ainsi que des femmes productrices de cultures vivrières. Au-delà de la mise en place de parcelles agricoles, le projet « Roxgold Sango » démontre une vision durable du développement local, où l'agriculture devient un puissant levier de reconstruction économique et sociale pour les communautés impactées par l'exploitation minière. En associant transfert de compétences, structuration des organisations de producteurs et accompagnement technique de proximité, l'ANADER contribue à bâtir des communautés plus résilientes, capables de créer durablement de la richesse et d'améliorer leurs conditions de vie. À Drissasso, comme dans les autres localités bénéficiaires, les premiers résultats enregistrés témoignent déjà d'une dynamique prometteuse, porteuse d'espoir pour les femmes, leurs familles et l'ensemble du territoire.

Sandrine KOUADJO
avec anader.ci

FILIÈRE CACAO

Les sociétés coopératives du Goh appellent les Préfets à agir

Takry Groupi Stephane, porte-parole du collectif des sociétés coopératives et acheteurs de café-cacao de Côte d'Ivoire, a appelé, mercredi 08 juillet 2026 à Gagnoa, le corps préfectoral des 11 régions de Côte d'Ivoire, productrices de café-cacao, à agir en toute urgence.

Le porte-parole du collectif des sociétés coopératives et acheteurs de café-cacao de Côte d'Ivoire intervenait ainsi dans le cadre de la résolution de la crise dans la filière café-cacao, créée par les stocks résiduels inventoriés non enlevé de cacao. Il a appelé à prendre en compte les préoccupations immédiates du collectif, estimant que la nouvelle campagne de café-cacao approche à grands pas. Takry Groupi Stephane a assuré que le stock résiduel de cacao est « *bel et bien* » existant et disponible pour quiconque voudrait le vérifier. Pour résoudre le problème, le collectif dit avoir déposé aux bureaux des préfets, tous les rapports d'inventaires de ces



stocks par départements concernés par le problème. M. Takry a indiqué y avoir joint des propositions de solutions. « *Notre démarche est purement logique et administrative* », a-t-il indiqué. La rencontre au cours de laquelle M. Takry Groupi s'est prononcé, a eu lieu au siège de la chefferie départementale au quartier Garahio de Gagnoa. Etaient présents, une

vingtaine de chefs de villages de la région du Goh, ainsi que des présidents de sociétés coopératives venus, outre de Gagnoa, des départements de Oumé, Sinfra, San Pedro, Soubré, Méagui et Touba. Takry Stéphane, par ailleurs président de la Société coopérative pour l'émergence des producteurs agricoles du Goh (SCEPAG), a dit que la rencontre

de Gagnoa était organisée pour se parler « *avec franchise* », de la « *situation critique* » des stocks résiduels de cacao dûment inventoriés par le conseil de régulation du café-cacao. « *Cela fait maintenant sept mois que nos fèves restent entreposées dans les magasins de stockage, et la réalité est là : la qualité de nos produits est en train de se détériorer chaque jour* », a-t-il averti. Selon Takry Groupi Stephane, c'est pour préserver la paix et la cohésion sociale que, face à cette situation « *énervante et frustrante* », les Présidents de conseils administrations ont engagé des négociations de façon individuel avec le conseil café-cacao et de l'OIA qui sont demeurées « *vaines* ». Des démarches collectives et directes ont également été entreprises avec les Préfets des départements de Gagnoa, Oumé, Sinfra, San-Pedro et Soubré. Parlant d'urgence dans le traitement du dossier, le porte-parole du collectif des sociétés coopératives et acheteurs de café-cacao de Côte d'Ivoire a fait allusion au danger de la forclusion au vu de la nouvelle campagne agricole qui s'annonce. La

prise en compte du stock résiduel de cacao, ainsi que le financement de la prochaine campagne sont les préoccupations soulevées par le président du collectif. M. Takry Groupi a dit s'inquiéter du manque de financement des opérateurs. Ces derniers auraient eu déjà du mal à honorer leurs engagements pris auprès des banques pour continuer l'achat. Pour lui, l'Etat ne vient pas jusque dans les villages et campements pour acheter le cacao des producteurs et que ces opérations sont exécutées par des opérateurs qui sont les relais sur le terrain. Pour réaliser ces opérations, il faut de l'argent qui doit être mis à disposition par les banques, qui ne seraient pas entrées dans leurs fonds. « *Vous voyez que c'est compliqué* », a-t-il relevé. « *Les banques ne connaissent pas les difficultés que nous rencontrons, et en plus, le cacao se dévalue au fil du temps, en qualité et en quantité. C'est difficile...* », a lâché, perplexe, le porte-parole du collectif des sociétés coopératives et acheteurs de café-cacao de Côte d'Ivoire.

Mireille YAPO

FILIÈRE COTON

Deux projets structurants lancés pour moderniser durablement le secteur

L'Interprofession de la filière coton de Côte d'Ivoire (INTERCOTON) a procédé, dimanche 5 juillet 2026, à la remise de matériels roulants aux organisations professionnelles agricoles dans le cadre du Programme d'urgence d'appui aux filières agricoles (PURGA 2), lors d'une cérémonie organisée à Kakologo, dans la sous-préfecture de Napié.

Cette cérémonie de remise de matériels roulants aux organisations professionnelles agricoles dans le cadre du Programme d'urgence d'appui aux filières agricoles (PURGA 2) était associée à la pose de la première pierre d'une unité de délintage des semences de coton, réalisée au titre du Projet de résilience des systèmes cotonniers du Nord de la Côte d'Ivoire (RESCO), Présidée par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Bruno Nabagné Koné, la cérémonie a réuni les autorités admi-

nistratives et coutumières, les partenaires techniques et financiers, notamment l'Agence française de développement (AFD), les sociétés cotonnières, les organisations professionnelles agricoles ainsi que de nombreux producteurs. Dans le cadre de la remise des matériels roulants, les bénéficiaires ont reçu deux véhicules 4x4, huit véhicules pick-up, deux camions-bennes de 20 tonnes et un car de 24 places, destinés à renforcer leurs capacités opérationnelles, à améliorer l'encadrement des producteurs et à faciliter les activités de terrain. S'agissant de la future unité de délintage, d'une capacité annuelle de 13 000 tonnes, elle permettra d'améliorer la qualité des semences de coton, leur pouvoir germinatif, leur résistance aux ravageurs et aux effets du changement climatique, tout en réduisant les quantités de semences nécessaires par hectare. Le ministre Bruno Nabagné Koné a salué ces investissements, estimant que l'accès à des semences de qualité constitue un levier essentiel pour améliorer



durablement les performances de la filière cotonnière. Il a souligné que les projets RESCO et PURGA 2 contribuent à la construction d'une agriculture moderne, résiliente, compétitive et créatrice de richesses. Au nom des producteurs, le président du conseil d'administration d'INTERCOTON, Soro Moussa, a exprimé sa reconnaissance au Gouvernement et aux partenaires techniques et financiers pour leur soutien, tout en assu-

rant que les organisations professionnelles mettront les équipements reçus et la future unité de délintage au service de l'amélioration des performances de la filière. Le coordonnateur du projet RESCO, Silué Siontiamma Jean-Baptiste, a indiqué que cette double initiative traduit la volonté d'INTERCOTON d'apporter des réponses durables aux défis économiques, climatiques et techniques auxquels est confrontée la filière cotonnière ivoirienne. Doté

d'un financement global de plus de 44 milliards de FCFA, dont plus de 15 milliards de FCFA mobilisés par INTERCOTON, le projet RESCO, coordonné par l'interprofession en qualité de maître d'ouvrage délégué, s'articule autour de quatre composantes visant à renforcer la résilience des systèmes cotonniers, à moderniser la filière et à améliorer durablement les revenus des producteurs.

Source : AIP

SEYCHELLES

Le gouvernement fait de l'agriculture une priorité économique

Le gouvernement seychellois entend faire de l'agriculture un levier majeur de son développement économique. Cette ambition a été réaffirmée lors de la troisième réunion du Conseil consultatif économique présidentiel, présidée mercredi 08 juillet 2026 à la State House par le président Patrick Herminie, a rapporté APA News.



Cette rencontre a permis d'examiner les stratégies susceptibles de renforcer la sécurité alimentaire, la résilience économique et le développement durable de l'archipel. Les discussions ont notamment porté sur les politiques publiques et les investissements nécessaires pour moderniser le secteur agricole et en faire un véritable moteur de croissance.

Les membres du Conseil ont souligné l'importance d'améliorer l'accès au financement des producteurs, de sécuriser les ressources en eau, d'accroître

l'efficacité énergétique et d'accélérer l'adoption des technologies agricoles. Ils ont également insisté sur le développement des compétences locales et la promotion de filières agricoles à forte valeur ajoutée. Les échanges ont par ailleurs mis en évidence le lien étroit entre agriculture, nutrition et santé publique. Selon les participants, des systèmes alimentaires plus résilients constituent un facteur essentiel pour améliorer le bien-être de la population seychelloise. Le Conseil a également fait le point sur les ini-

tatives engagées pour stimuler la production nationale, renforcer les mesures de biosécurité, améliorer la coordination entre les différentes institutions et consolider l'accompagnement technique des agriculteurs. Les participants ont plaidé pour une recherche davantage tournée vers des solutions innovantes et directement applicables afin d'accroître la productivité et la résilience du secteur.

Aux Seychelles, le gouvernement fait de l'agriculture une priorité économique. À cette occasion, le président Patrick Herminie a réaf-

firmé que l'agriculture demeure un pilier stratégique du développement des Seychelles. Il a appelé à une mobilisation conjointe de l'État, du secteur privé, des institutions financières, des centres de recherche et des producteurs afin d'accélérer la transformation du secteur. Selon le chef de l'État, le développement de la production agricole nationale ne répond pas uniquement aux enjeux de sécurité alimentaire. Il représente également un investissement en faveur de la santé publique, de la résilience

économique et du renforcement de l'autonomie du pays face aux chocs extérieurs.

La réunion s'est conclue sur un engagement collectif à poursuivre la transformation durable de l'agriculture à travers des investissements ciblés, des partenariats renforcés, l'innovation et des politiques publiques capables de garantir la sécurité alimentaire ainsi que les objectifs de développement à long terme des Seychelles.

Sandrine KOUADJO

CONFLITS DANS LE NORD DU NIGÉRIA

La FAO apporte un soutien agricole à des milliers de victimes

Au Nigéria, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, a commencé la distribution d'intrants agricoles à environ 210 000 personnes touchées par l'insurrection dans les États de Borno, Adamawa et Yobe, dans le cadre des efforts visant à améliorer la production alimentaire et à renforcer les moyens de subsistance, mardi 7 juillet 2026. L'opération devrait toucher 30 000 foyers agricoles avec des semences, des engrais, des aliments pour le bétail et d'autres soutiens agricoles avant la saison agricole. Lors du lancement, le directeur pays de la FAO au Nigeria, le Dr Hussein Gadain, a déclaré que cette intervention vise à aider les familles vulnérables à revenir à l'agriculture, à gagner un revenu et à reconstruire progressivement leur vie après des années de conflit. Selon lui, le programme est financé par les gouvernements de Norvège, de Suisse et du Japon. Il a indiqué que les bénéficiaires recevront 163 tonnes métriques de graines améliorées de céréales, légumineuses et légumes, 238 tonnes métriques d'engrais NPK, 375 tonnes métriques d'aliments pour le bétail, 118 000 poulettes de volaille, 3 000 chèvres et 116 tonnes métriques d'aliments nutritifs Tom Brown. La FAO déploie un soutien agricole à 210 000 résidents touchés par les conflits dans le Nord-Est du Nigéria. Gadain a expliqué que la FAO met également en œuvre des programmes visant à renforcer le développement agricole à long terme dans toute la région. Cela inclut des fermes en cluster d'irrigation, des installations d'irrigation solaires, des projets aquacoles, des centres de production de Tom Brown, des installations laitières et fourragères, ainsi que la promotion de méthodes agricoles adaptées au climat pour soutenir la culture toute l'année. Il a indiqué que ce soutien intervient à un moment où l'insécurité alimentaire continue de s'aggraver à travers le pays, en particulier dans le Nord-Est, en raison des conflits, des déplacements, des défis climatiques et de la hausse des coûts alimentaires. Citant la mise à jour de projection Cadre Harmonisé de mai 2026, Gadain a indiqué qu'environ 36,29 millions de personnes dans 27 États et le Territoire de la capitale fédérale devraient connaître une crise ou des niveaux plus sévères d'insécurité alimentaire et nutritionnelle durant la période de pauvre période de juin à août. Il a ajouté qu'environ 6,38 millions de personnes dans les États de Borno, d'Adamawa et de Yobe seules devraient se situer dans la phase trois ou plus de la classification.

Deborah SANZAN et AgroNigeria



FIN DE LA CAMPAGNE CACAO AU CAMEROUN

Le prix du kilogramme de fèves atteint un niveau record

Le 7 juillet 2026, le kilogramme de fèves de cacao se négociait entre 2500 et 2600 FCFA dans les bassins de production du Cameroun, selon les pointages du Système d'information des filières (SIF), dispositif d'alerte sur les prix piloté par l'Office nationale du cacao et du café (ONCC). Le prix de la fève établit ainsi un nouveau record à la veille de la clôture de la saison cacaoyère 2025-2026, attendue le 15 juillet prochain. Cette nouvelle remontée des prix servis aux producteurs prolonge une embellie observée depuis environ deux mois. Mais, en dépit des augmentations successives enregistrées dans les bassins de production sur cette période, selon les données du SIF, il a fallu attendre le 22 juin 2026 pour voir le prix du kilogramme franchir pour la première fois la barre de 2000 FCFA depuis le début de la campagne cacaoyère 2025-2026, officiellement lancée à Mbankomo le 7 août 2025. Au demeurant, les prix actuels restent très éloignés des records enregistrés lors des deux précédentes campagnes. Au cours de la saison 2024-



2025, le kilogramme de cacao avait atteint jusqu'à 5400 FCFA. Un an plus tôt, pendant la campagne 2023-2024, les prix avaient même culminé autour de 6000 FCFA le kilogramme dans certains bassins de production. Ces performances exceptionnelles avaient nourri de fortes anticipations pour la campagne 2025-2026. Au lancement de la saison, les autorités camerounaises tablaient sur des prix aux producteurs compris entre 3200 et 5400 FCFA le kilogramme. Mais la conjoncture sur le marché s'est révélée nettement moins favorable. Le décalage entre les prévisions initiales et

les prix effectivement observés s'explique en partie par le retournement du marché international du cacao. Après les tensions sur l'offre, qui avaient porté les cours à des niveaux historiques, les dernières estimations disponibles font apparaître un retour à l'excédent mondial. Cette détente de l'offre, combinée au ralentissement de la demande industrielle dans certains marchés de consommation a contribué à réduire la pression haussière sur les prix, selon les analystes des marchés des matières premières.

Source : BRM

« Je rêve d'un avenir où l'agriculteur ivoirien ne sera plus seulement perçu comme un homme de la terre, mais aussi comme un entrepreneur accompli, respecté, prospère... en costume s'il le souhaite. » Bruno Nabagné Kone, Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières.



